

Séance du 23 mai 2011

## **Chronique de la faim dans le monde (dix premières années du XXI<sup>e</sup> siècle)**

par René BAYLET

---

### **MOTS-CLÉS**

Faim monde - Déterminants (bio, socio, noosphérique) - Conditions de changements - Incertitudes (politique, démographique, climatique).

### **RÉSUMÉ**

Un milliard d'humains souffrent de la faim en raison :

- d'une pénurie d'aliments créée par l'évolution démographique, l'impact des catastrophes biosphériques et les activités prédatrices des hommes de l'anthropocène ;
- d'une grande pauvreté limitant l'accès aux aliments de première nécessité pourtant disponibles.

Hors le cas des événements liés à des causes naturelles, les déterminants biosphériques et socio-sphériques sont la conséquence d'un système économique mondiale déséquilibré pensé dans la noosphère et d'une insuffisance d'aide aux plus vulnérables.

Pour rénover l'impératif agricole enfin mondialement reconnu, les supports techniques nécessaires (terre, eau, semences, paysannerie) paraissent actuellement suffisants (sous conditions) pour nourrir les dix milliards d'habitants de la planète annoncés en 2100.

Cependant des incertitudes persistent : force de volonté politique, évolution démographique, niveau des changements climatiques.

Urgence de prendre conscience de la gravité de la situation présente pauvreté et au-delà de l'indignation, engager la lutte contre la construction de la faim dans le monde.

---

*“Le probable est la désintégration.  
L'improbable mais possible est la  
métamorphose”*

E. Morin

*“La Terre fournirait assez pour satisfaire  
les besoins de chacun mais pas assez  
pour satisfaire la convoitise de tous”*

Gandhi

Pour l'homme le besoin de nourriture est un impératif vital et la Faim représente l'alarme instinctuelle de se nourrir.

Ce besoin est ressenti comme une invitation agréable lorsqu'il peut être rapidement compensé à volonté mais le défaut d'un apport alimentaire suffisant pour combler les dépenses énergétiques journalières de chacun devient souffrance puis dénutrition ou malnutrition.

## **I – C'est la faim des “affamés qui s'endorment la faim au ventre” et qui tue, qui fait l'objet de notre réflexion.**

- Dans sa forme médiatisée accidentelle, intéressant de larges groupes de populations (marquée par le décès de quatre personnes par jour dans une population de 100 000).

- Dans son expression endémique plus ignorée dans des situations de grande précarité chronique, cachée, vécue comme humiliante.

## **II – Quelle est l'ampleur de ce “meurtre” (Le Clezio) ?**

C'est à la fin des années 60 que l'estimation du nombre de personnes souffrant tous les jours de la faim a atteint son pic historique avec en 1968, 875 millions de personnes.

Par la suite et jusqu'à la fin des années 90, en raison d'un développement économique entraînant l'augmentation des rendements agricoles, les famines ont été progressivement réduites dans la plupart des régions du monde. Le nombre de dénutris, après une décroissance modérée, s'est stabilisé en raison des politiques antinatalistes des géants asiatiques et de l'hypo fécondité chez les pays les plus développés.

Cette stabilité a amené la communauté internationale à retenir “l'objectif du Millénaire, s'engageant à réduire de moitié le nombre de victimes de la faim au plus tard en 2015 au rythme de 22 millions par an. Un objectif qui admet cependant un taux structurel d'affamés dans le monde que l'on ne sait pas encore réduire : “effrayante banalité du mal” (Hannah Arendt).

Mais à l'orée du siècle, sous l'impact de la poussée démographique et d'une nouvelle pauvreté, la courbe devait s'inverser pour perdre trois fois plus rapidement le terrain gagné précédemment : entre 2003 et 2005, 75 millions de personnes ont augmenté le nombre d'affamés, le niveau de l'an 1968 a été retrouvé en 2005, il sera majoré en 2006 – 2007 de 40 millions.

La crise alimentaire s'est violemment accélérée au début de l'année 2008 tant et si bien qu'en 2009 on prévoit que 1,030 milliard le nombre de personnes souffriront de la faim, soit un sixième de la population mondiale (FAO / ONU) : une prévalence effarante.

La répartition de la sous-alimentation (en millions de personnes) et son évolution entre 2008 et 2009 en % soulignent l'inégale distribution des populations atteintes, prouvent la mondialisation de la crise, de son accélération, de sa gravité.

	Nombre sous-alimentés	Evolution 2008-2009
Pays développé	+ 15	+ 15
Asie - Pacifique	643	+ 10,5
Proche-Orient - Afrique du Nord	42	+ 15
Amérique Latine - Caraïbes	53	+ 12,8
Afrique sub-saharienne	265	+ 11,8

Les indicateurs en terme “de vie ou de mort” soulignent la gravité de la situation : 37 000 décès par jour ; “un enfant de moins de dix ans meurt de faim toutes les six secondes”.

### III – Pourquoi la faim ?

Analyse des déterminants affectant potentiellement le problème de la faim.

Cette faim est-elle une fatalité ? Elle résulte à l’évidence d’un manque d’alimentation qui s’explique selon un trépied classique :

- par une croissance de la demande alimentaire associée à une continuelle montée démographique régulée par la fécondité. La terre gagne 1,5 million d’habitant par semaine ;
- par une pénurie de l’offre limitée par un déficit de production et une inégale répartition des ressources alimentaires ;
- par une pauvreté souvent extrême qui réduit le pouvoir d’achat des denrées de base et tempère la demande.

Pour comprendre un désordre humain de grande complexité, il serait vain de vouloir le simplifier. Avec le souci de scruter les causes profondes, il est préférable de mailler progressivement une trame explicative reliant et combinant les données essentielles d’une pluralité des disciplines participant à sa composition.

#### III.1 – Premier des déterminants, le contexte démographique

Les besoins en aliments d’une population toujours soumise à une forte augmentation, la “plus grande catastrophe de l’humanité” selon Levi Strauss. En un siècle, la population a été multipliée par trois alors que la surface cultivable a été divisée par deux.

#### III.2 – Second déterminant : une pénurie de production agricole

Nous perdons des sols agricoles, cet épiderme vital vivant et fragile dans ses fonctions de garder à manger. Dans cette planète toute en rondeur, forme, héritée d’Aristote, qui façonne encore notre conception du monde, les motifs de la pénurie s’inscrivent dans une représentation en trois sphères : bio-socio et noosphères.

Sous l'impact destructeur d'événements naturels d'origine *biosphérique*, météorologiques (349 en 2008, 245 en 2009), les terres agricoles ont régressé, les sols :

- étant dégradés ou détruits parce que exposés à l'érosion suite à une déforestation abusive (le couvert forestier mondial a baissé de 3 % entre 2000 et 2005), suite à la destruction de berges de rivières et le long des estuaires, des mangroves, consécutives au pillage du sable...<sup>(1)</sup>
- cultures étant détruites à la suite de violentes tornades et orages<sup>(2)</sup>, les sols étant stérilisés, par des inondations<sup>(3)</sup>, par submersion et salinisation<sup>(4)</sup>, par les feux<sup>(5)</sup> dévorant chaque année 350 millions d'hectares de terres boisées, de cultures privant de leurs moyens d'existence des millions d'individus, aggravant la perte de biodiversité, entraînant au-delà de trois incendies une dégradation totale et définitive des sols au même titre que trois sécheresses prolongées en 50 ans, par des situations d'assèchement de grandes étendues de surfaces agricoles<sup>(5)</sup>. Les situations de pénurie en eau causées par la dérégulation des régimes hydrologiques entraînant une sécheresse prolongée. 40 % des terres émergées, soit 60 millions de km<sup>2</sup> sont des terres sèches connaissant un déficit en eau – 40 % en Afrique, 40 % en Asie.

Les "nuisibles", ravageurs de cultures, entraînent d'importantes destructions : rongeurs, sauterelles nomades, virus (striure d'un manioc essentiel en zone tropicale africaine), champignon de la pourriture en Tunisie, chenilles de papillons en Guinée sur bananes. Les mammifères également sont victimes d'attaques bactériennes ou virales nécessitant de massifs abattages.

Les catastrophes naturelles sont en constantes augmentation 360 en 1980 – 910 en 2010, entraînant une perte de 5 à 10 millions d'hectares de surfaces cultivables.

1) On rappellera les drames des inondations en 2010 au Pakistan sur 3.6 millions d'hectares de cultures, entraînant la migration de huit millions de paysans. Celles du Tchad sur 35 000 hectares de cultures. En Australie sur 900 000 km<sup>2</sup>. Actuellement, avril 2011, les inondations hypothèquent les cultures en Colombie, Brésil et le sud des Etats-Unis.

2) Les drames en 2011 de sécheresses prolongées en Chine, Madagascar et l'annonce d'une famine menaçant dix millions d'africains sahéliens –au Niger en période de soudure alimentaire trop précoce, la dénutrition aigüe touche déjà 16.7 % des enfants de moins de cinq ans, au Guatemala ce taux atteint 44 %.

Dans sa *sociosphère* l'homme est responsable d'une perte de 19.5 millions d'hectares de surface cultivable, les circonstances sont variables, mais en priorité dues à l'industrialisation et l'urbanisation. La capacité transformatrice d'une humanité devenue agent géologique destructeur devient la caractéristique d'une nouvelle ère géologique *l'anthropocène*, état d'exubérance où la production de moyens est devenue but de l'existence, la croissance sans fin de la production et de la consommation.

- L'homme abandonne les terres rendues stériles, ou sans rapport, et les terres riches exposées aux désordres sociaux et aux conflits.

En 2010 déplacement de 27<sup>6</sup> d'individus dans leurs propres pays, dont 40 % en Afrique. Le nombre de déplacés a été multiplié par 3 en 10 ans au Moyen Orient.

- L'homme également, par ses pratiques, menace la nature, il est rendu responsable de la dégradation, de *l'épuisement de l'espace cultivable* par une *exploitation* au-delà de sa régénération consécutive au lessivage des substances nutritives du sol.

En Afrique de 2002 à 2004, 85 % des terres arables en zone subsaharienne ont perdu 30 kg de nutriments à l'hectare à la suite de l'érosion, de l'irrigation stérilisante, du manque d'engrais trop onéreux (8 kg par hectare contre 200 en Chine). Le prix des intrants ayant augmenté de 176 % pour les engrais, de 75 % pour les semences, les rend inachetable pour les petits paysans pauvres. Une mauvaise utilisation des sols a dégradé 20 millions de km<sup>2</sup> de terres soit une surface équivalente au Canada + U.S.A.

Les écosystèmes surexploités ou mal gérés subissent également une forte dégradation.

- par *pression croissante* exercée sur les *ressources* disponibles.

À titre d'exemple la surpêche : en 40 ans 2/3 des thons, morues, mérus ont disparu ; 30 % du stock de poissons dans le monde sont en voie d'épuisement. "Mers vides et marchés pleins" : Illusion d'abondance tient à l'élevage dans fermes piscicoles qui par ailleurs utilisent comme nourritures du poisson des farines de poissons pêchés.

- par *dégradation progressive* de l'environnement : les *coraux*, fournisseurs d'aliments aux poissons, protecteurs des côtes, par pollution urbaine, par réchauffement des eaux ou leur acidification, sont menacés de disparition d'ici 2050, confrontés à des dégradations. 15 % le sont déjà en 1990, 40 % le seront en 2030 et 200 % le seront en 2050 ! 1/5 des *mangroves*, zone de reproduction pour faune marine et barrière contre érosion côtière ont disparu depuis 1980.

- Le sol garde aussi la mémoire de *pollutions* chimiques et bactériologiques consécutives à la perte de rejets domestiques ou industriels non maîtrisés, rendant terres et eaux inutilisables.

Les pollutions hypothèquent sols, eaux et cultures irriguées les rendant inutilisables :

- à partir du sol de friches industrielles ou d'installations mal gérées –usine de cellulose rejetant ses eaux chargées de chlore dans le lac Baïkal (la plus grande réserve d'eau douce au monde classé au Patrimoine mondial de l'Unesco en raison de sa richesse écologique) ;

- à partir de *fuites de pétroles* vers le lac Baïkal, dans le delta du Niger, Sud Nigéria où depuis 1950 les zones de mangrove et de marais sont empoisonnées, invisible désastre pétrolier imputable à des dysfonctionnement des forages, distributions et guérilla ; après le nuage d'hydrocarbure dans les profondeurs du Golfe du Mexique, menaçant de tuer la vie sous-marine, la récente catastrophe des forages aura des conséquences graves (sur la vie) sur la côte de Californie (2010). Pour l'avenir, les risques seront à prévoir au Ghana, Ouganda, Soudan, la côte somalienne et le dorsale de Davie vers Madagascar.

Une pollution *volontaire* de cultures irriguées de blé et riz par déversement de pétrole pour "libérer" des terres intéressants des promoteurs en Italie, bassin du Pô et du Lambro.

- à partir des sols d'une agriculture intensive contaminés par une surcharge d'intrants : aux Antilles 25 % des terres par le chlordécone insecticide appliqué aux cultures de bananes de 79 à 93, insensible à la dépollution.
- à partir des eaux saturées de polluants domestiques et industriels : les puits s'étant contaminés avec l'arsenic des sédiments du Gange et du Brahmapoutre apporte ce poison à 70 millions d'habitants au Bangladesh et aux Indes et sert à l'agriculture irriguée depuis les années 70.

Se souvenir des conséquences de rupture de barrage aux Indes (79), de Bhopal en 84, en 2010 de la plate-forme pétrolière dans golfe du Mexique, ont fait l'actualité comme actuellement la catastrophe japonaise associant séisme et accident nucléaire.

- Le raz-de-marée a impacté 20 000 hectares recouvrant par eau salée et hypothéqué la pêche locale qui représentait 23 % de la pêche nationale.

- La radioactivité, en particulier celle due au Césium 137, devant persister des décennies (diminution de 50 % en 30 ans), les sols de la quatrième surface agricole du pays comme ceux de deux préfectures voisines productrices de riz, atteintes par le déplacement des particules radioactives, resteront interdits ou suspects à toute culture agricole. La petite paysannerie –qui exploitait de petites surfaces (en moyenne 1.2 hectare)- a peu de choix autre que l'abandon et l'exode.

*Par détournement*, phénomène général et continu de la conversion de terres agricoles, vers d'autres usages. Des sols agricoles sont spoliés, absorbés dans l'espace urbain. L'artificialisation des terres agricoles est devenue une réalité banale, la consommation des espaces naturels croît plus vite que la population pour la construction d'autoroutes, de parkings, zones industrielles, extension de lotissements, l'immobilier de loisirs. En France, l'étalement urbain prive de terres agricoles la surface d'un département tous les dix ans (54 000 hectare par an (82-92)(7).

L'urbanisation a été diabolisée par la Banque Mondiale et l'O.N.U. comme un facteur essentiel de croissance et de développement !

- Des types de culture en particulier pour la production des *agro-carburants* se sont développés au détriment des cultures à vocation alimentaire ou fourragère (136 millions d'hectares). "Qui sème le biodiesel ne récolte plus le riz".

Des pratiques *comportementales* contribuent à entretenir ou à majorer le problème de la faim : - le gaspillage de 10 à 60 % des disponibilités alimentaires(8)

- les nouvelles *habitudes alimentaires*, en particulier la consommation de viande, œuf, lait, qui entraîne une majoration des besoins en céréales. 1 kg de volaille pour 3 kg de graines, 1 kg de bœuf pour 6 kg de nourriture végétale.

### III.3 – Troisième déterminant : crise de la misère (9)

La présence généralisée de la faim dans les situations où la nourriture est disponible démontre que la pauvreté est aussi comme la pénurie à l'origine de la sous-alimentation

*La pauvreté aggravée* représente, avec la pénurie, une circonstance essentielle de la faim. Elle est phénomène social d'une société dans laquelle l'individu dispose de la moitié du revenu moyen annuel du pays. Elle est définie au seuil de 1 à 2 \$ par jour de revenus.

- Son taux de prévalence de 52 % en 1981 avait baissé à 26 % en 2005, grâce à une politique d'amélioration. Il a actuellement remonté à 45 %... d'après le critère de revenu disponible.

- En 2008, 1,4 milliard de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté (1,25 \$ jour). Les pauvres sont plus pauvres qu'hier et leur nombre a augmenté de 15 à 20 % fin 2008. La population des bidonvilles a gonflé de 726 millions en 2000, de 830 millions en 2010, peut-être un milliard.

La pauvreté entraîne *les difficultés d'accéder à la nourriture* : un déficit dans la production peut entraîner une hausse des prix des denrées de première nécessité à la consommation et aggraver ainsi le problème d'accès à la nourriture des groupes déjà atteints par la grande pauvreté –en 2008 plus d'un milliard quatre cent millions de personnes vivaient (!) au dessous du seuil de 1.5 \$ par jour. Depuis les années 2007-2008 à l'occasion de la crise financière, la perte de pouvoir d'achat a entraîné l'explosion de nouvelles émeutes dans dix pays du Sud, a effacé le gain de la "lutte contre la pauvreté" qui depuis 1997 avait permis à 300 millions de personnes de se hisser au dessus du seuil de grande pauvreté : le déplacé perd ses terres. Déplacés 27 millions ont été déplacés dans leurs propres pays du fait de conflits ou de catastrophes naturelles.

*La crise financière 2007-2009* en cours montre de façon quasi expérimentale l'importance des conditions économiques dans l'aggravation du problème de la faim :

Depuis 20 ans les silos se vident, la demande ne cesse d'augmenter sous l'effet de la poussée démographique, du changement des habitudes alimentaires, des exigences nouvelles liées à une production d'agro carburant qui absorbe 10 % de la production mondiale de maïs. Simultanément, l'offre est diminuée suite à de mauvaises récoltes dues à des aléas climatiques (sécheresse en Australie, gel en Argentine, pluies destructrices aux Indes, typhons aux Philippines) d'où une forte tension entre une demande croissante et une offre limitée.

- Faisant suite à la crise provoquée par le quadruplement du prix du pétrole entre 2000 et 2006, cette pénurie relative favorise la hausse des prix alimentaires entre 2006 et 2007.

- C'est en été 2007 que l'on assiste à une culbute des cours. Le prix du riz avait augmenté depuis 2000 (de 250 à 338 \$ en 2007). (A Haïti de 35 à 70 \$ en 8 jours).

- 2007-2008 est caractérisé

- par l'augmentation du prix des matières premières alimentaires (huile de palme + 54 %, sucre + 130 %, riz + 80 %, céréale + 80 %) sur un an
- par la perte du pouvoir d'achat jusqu'à la pauvreté extrême
- par l'explosion de nouvelles *émeutes de la faim* dans 10 pays du Sud, dans pays où la moitié de la population vit avec moins de 2 \$ jour. (Haïti, Philippines, Côte d'Ivoire, Maroc, Egypte, Yémen, Ethiopie, Thaïlande, Indonésie). "Pour éviter les émeutes, il aurait fallu un milliard d'investissement dans l'agriculture" (J. Diouf 5.09.2008), il représente un jour de subvention annuelle accordée par Etats-Unis et l'Europe à leurs agriculteurs.<sup>(10)</sup>

- La récession, 2008-2009 (née de l'éclatement d'une bulle financière gonflée par un endettement démesuré), a entraîné la *diminution des investissements étrangers* qui représentent trois fois le montant de l'aide au développement, a réduit le nombre de transfert de devises aux PED (- 8 %) et de leurs montants (- 15 %), la baisse des recettes d'exportation de matières premières.

Derrière la crise financière se développe une récession économique mondiale créant une nouvelle pauvreté qui frappe des pays déjà anémiés. Depuis 1997, 300 millions de personnes avaient pu se hisser au-dessus du seuil de pauvreté. Mais en 2009 ces gains ont été effacés dans les pays frappés par la crise économique

Dans leur rapport FMI-BMI le 24.4.09 notent qu'en 2007-2008 156 millions de personnes avaient été entraînés dans l'extrême pauvreté, en 2009 100 millions doivent les avoir rejoints.

“C'est à l'occasion de la crise financière, crise macro-économique du capitalisme dont le carburant est le profit pour une croissance sans limite” (Milner) que s'installe le mécanisme conjoncturel, fondé sur la rareté, mécanisme *spéculatif* sur le cours des produits alimentaires attiré par le profit, dopé par la cherté du pétrole et des intrants.

### **III-4 – Mais les “causes” de la situation actuelle sont fondamentalement de nature politique.**

Elles sont construites dans la noosphère, sphère des idées, des idéologies, des réunions d'experts et de décideurs, créateurs de politiques et illustrées dans le suivi des évènements relatés au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle.

La logique économique mondiale

- a poussé jusqu'à l'absurde l'échange des produits alimentaires
- a créé structurellement les conditions propices au développement de la faim par le remplacement des cultures vivrières par des cultures d'exportation.<sup>(11)</sup>

- Un système économique mondial déséquilibré entre les pays producteurs du Sud et le Nord (déséquilibre qui provient d'un échange inégal) a sous-estimé la nécessité d'investir dans l'agriculture, de lui accorder attention prioritaire dans les politiques de développement.

Le F.M.I. recommandait de ne pas investir dans l'agriculture par manque de rentabilité. “En 1980, 30 % de l'aide publique au développement allait à l'agriculture, en 2006 c'est dix fois moins”.

- Un système d'organisation des marchés qui se révèle incapable et destructif : le Fonds monétaire international, par ses plans d'ajustement structurels, a poussé les pays endettés à développer les cultures d'exportation et à importer les produits alimentaires, une “libéralisation” rendant ces pays plus vulnérables à la volatilité des prix. (De fait, la facture céréalière des pays importateurs a crue de 50 %). Par contre, les agriculteurs des pays à riches moyens de production ont eu l'avantage d'exporter le surplus de leur production céréalière bénéficiant de subvention à la production (“350 milliards de dollars par O.C.D.E. à comparer au montant de l'aide à l'agriculture accordée aux “pays en développement”).

De ce fait, les produits alimentaires importés, meilleur marché, concurrencent les productions locales, la demande urbaine est satisfaite mais les campagnes s'appauvrissent en dépit du potentiel agricole existant, l'exode rural en est une conséquence et les gouvernements sont dissuadés d'investir dans l'agriculture. Cette situation précarise des millions de petits agriculteurs, le prix de la production locale étant devenu dérisoire.

Ainsi, après des années de planification centralisée, d'ajustements structurels, de nombreux pays ont été dessaisis de leur responsabilité en faveur des "recommandations", des conceptions "célestes", des promoteurs d'un nouvel ordre économique mondial qui traduit essentiellement l'égoïsme (foncier) des déjà plus nantis, dominants.

La responsabilité de nombreux gouvernements est engagée pour des raisons d'intérêt ou de profit, de négligence qui ont accepté de s'inscrire dans cette politique et ont abdiqué une part de leurs prérogatives au profit du seul marché.

Le Monde est victime d'une politique indifférente aux humains négligeant les populations, orientée vers la productivité et le profit, une égoïste volonté d'enrichissement, profitant de la faiblesse de nombreux pays.

Pauvreté et faim proviennent plus de ce libre échange faussé que du recul de l'aide au développement dans son actuelle conception.

"Nous vous aiderons à être en mesure de commercer" (Gordon Brown 2005) !

Le système de "compensation" que devait représenter l'aide au développement et l'aide alimentaire (193 millions de \$ en 2003), s'il donne conscience au donateur, s'il est pansement utile dans les situations de catastrophe humanitaire, a laissé persister au fond l'endémie de la faim dans le monde. "L'insuffisance de l'aide au développement a pu jouer dans la dramatisation de la faim dans le monde". (au total 0,25 % seulement du revenu national brut des pays riches), en 2008, 90 milliards d'euros pour 22 pays ne répondant pas aux engagements (-15 milliards manquent), ils représentent le douzième des fonds octroyés à l'assureur AIG par les U.S.A.)

Le programme alimentaire mondial a su faire au mieux pour dans "80 pays, aider 113 millions de personnes avec 3 milliards de dollars". Il n'accordera plus désormais son aide aux pays où l'endémie de la faim reste faible. L'aide alimentaire est passée de 15 millions de tonnes en 1999 à 10 millions en 2006, l'aide céréalière de 14 millions en 1990 à 7 en 2004.

L'aide d'urgence octroyée par le F.M.I. d'un montant de 19,8 milliards d'euros soit l'équivalent des bénéfices de Total en 2008, représentent la moitié des sommes promises au G7.

"La pauvreté est en partie liée au sous-développement économique et politique. Les pays pauvres le sont non par manque de ressources mais parce qu'ils n'ont pas d'institutions politiques efficaces : absence d'Etat de droit ou parce que pillés par une classe dirigeante, les ressources étant utilisées ni à réduire la misère, ni à investir dans le développement mais à enrichir les protégés du régime". (Les fonds volés par les dictateurs dans leurs propres pays ont été estimés par la Banque Mondiale à 20-40 milliards d'euros par an).

Les épisodes de troubles et de guerre que vivent actuellement 1,5 milliards de personnes conduisent à la pauvreté et de là à la dénutrition qui atteint le taux de 21 % supérieur à celui enregistré dans les pays en paix.

Au plan local, contournant le prêt bancaire et l'usure pour les plus démunis, s'est développée une stratégie hybride du charitable et du profitable, l'initiative d'économie sociale sous forme d'un microcrédit devait permettre à court terme

l'acquisition de biens utiles et de survie, le développement de modestes activités. Une étude récente a montré les limites de l'efficacité du microcrédit sur le long terme, il ne permet pas de capitaliser, d'investir dans une activité durable.

### III-5 – Les enseignements de la crise obligent à reconnaître les erreurs

Les dirigeants de l'ordre mondial avaient misé sur une politique qui a entraîné le recul de l'agriculture vivrière jugée ringarde, privilégiant le développement des villes et de l'industrie.

- avaient estimé que l'aide au développement, faite de promesses et de discours, suffirait à réduire graduellement le nombre d'affamés dans le monde.

La situation actuelle traduit *l'échec* de leur politique et remet en doute la crédibilité des modèles idéologiques et opérationnels qui ont structuré et gouvernés nos sociétés occidentales depuis des décennies et des bonnes intentions affichées et proclamées.

“On paye vingt ans d'erreurs” affirme le nouveau rapporteur spécial américain sur le droit à l'alimentation, erreurs inexcusables car l'alarme avait été donnée et renouvelée par les spécialistes pour le soutien de l'agriculture, contre la libéralisation d'un monde défavorable aux pays du Sud, contre la spéculation sur l'agro industrie, la marchandisation des produits alimentaires (Olivier de Schutter).

### III-6 – Nécessité d'observations au niveau des populations actives

Une moyenne planétaire est donnée utile pour une estimation d'ensemble mais n'a pas grande signification opératoire au niveau des communautés.

Les chiffres moyens rapportés à une population générale déguisent la réalité des faits, de leur évolution, de leur transformation. La distribution des poches ou nappes de la faim sont inégalement réparties d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre.

Les tendances lourdes ne peuvent être remises en question, mais les chiffres globaux ne sont pas représentatifs du niveau de vie dans chacun des pays pauvres où l'on constate la permanence d'une extrême pauvreté. Il convient de sortir de “la logique statistique qui sous-tend nos modèles de calcul et d'information et donner place à une autre dimension de la réalité”, celle du risque ou de la morbidité vécu dans les communautés.

L'Afrique par exemple a amélioré sa croissance en terme de PIB, mais sur place, dans les villages la même pauvreté persiste. Dans les pays dits en développement, malgré un taux de croissance de 5 % en 2010 (à court de ressources financières (305 milliards)) 64 millions d'hommes ont basculé dans la pauvreté.

Les observations, au plan local, sur des individus en action marqués par leurs compétences et leurs cultures dans une société constituée, disposant de la capacité de se transformer, permettent de mettre en évidence :

1) l'incidence des dénutritions et des malnutritions dans les familles, démontrant leur singularité, leurs causes, ce qui permet d'ajouter aux précédents déterminants celui de *l'ignorance*, de la méconnaissance de pratiques alimentaires adéquates : celles qui éviteraient marasme et le kwashiorkor chez les nourrissons et

les jeunes enfants dus à l'insuffisance nutritive des compléments alimentaires traditionnels au cours d'une lactation prolongée et déficit de l'apport protéinique au temps du sevrage définitif.

L'éducation des mères à l'utilisation d'aliments disponibles -mais négligés- pour un sevrage rationnel efficace éviterait la trop fréquente mortalité infantile précoce ; cette éducation -par la "parole sous l'arbre" et par "démonstration de pratiques" -a donné d'excellents résultats ; elle nécessite la connaissance des croyances et des comportements, des habitudes locales.

2) C'est aussi, par une observation au plus près des communautés, que l'on se met en mesure de déceler les raisons qui font qu'une population, en son milieu de vie, sera exposée au risque de faim. Dans une "*population piégée*" : le risque est fondé sur son aptitude d'entreprendre les mesures préventives et curatives possibles, ou de se procurer à temps, sans assistance, la nourriture nécessaire ou de migrer vers d'autres systèmes écologiques plus performants ou de se suicider.

"Exemple *Rwanda* : pays des milles collines : un rêve mais aussi une forte pression démographique 6 millions dont 1 de réfugiés : en augmentation de 1.7 % par an, une forte pauvreté (60 % sous seuil de pauvreté.152<sup>e</sup> de l'index développement), la dégradation environnement par surexploitation, perte de sol : déforestation 64 % depuis 1960- assèchement des marais, au final une perte de capacité à nourrir 40 000 personnes"

Autres exemples de situations 16<sup>1</sup> 16<sup>2</sup> 16<sup>3</sup> 16<sup>4</sup>

### 3) *De la responsabilité des famines*

C'est également par l'observation au niveau des communautés que l'on constate que la faim est le plus souvent fréquente et grave dans les pays où l'Etat allie au "capital ressource", méprise son peuple sans aspiration morale, générant plus d'inégalité et de pauvreté chez paysans.

"Toutes les famines contemporaines sont fondamentalement politiques (S. Devereux). Les exemples où la faim a été le ferment de mouvements politiques ou le déclencheur de contestations populaires d'envergure, mais aussi où la faim a été utilisée comme arme pour assujettir des populations et faire pression sur le gouvernement sont nombreux". (M. Razes : FAO).

La réflexion épidémiologique sur un problème de santé publique (à définir, à évaluer, à expliquer), n'est utile que dans le souci de trouver les solutions possibles (faisabilité, durabilité, opportunité) d'où la conjugaison de deux approches complémentaires, l'une technique de faisabilité, l'autre politique quant aux choix stratégiques de décisions.

## **IV – Conditions premières : les ressources disponibles seront-elles suffisantes ?**

*La réalisation de la "sécurité alimentaire"* exigerait donc de satisfaire aux besoins de la population croissante en assurant une production suffisante, de rendre l'accès à une alimentation essentielle plus équitable en portant une attention particulière aux plus pauvres et plus vulnérables.

Au préalable, il convient de se poser la question de nos disponibilités : avons-nous actuellement des ressources structurelles suffisantes ?

1) Conditions techniques de l'impératif agricole

Pour rénover l'agriculture de demain, grand est le besoin en surfaces cultivables, en eau d'irrigation, en semences, en paysans.

1.1) Avons-nous assez de terres pour cultiver les céréales alimentaires ?

Sur 13,5 milliards d'hectares de terres émergées, 3 milliards peuvent être cultivables, or actuellement 1,5 milliards sont exploitées. "La terre est là, attend notre sueur" écrivait R. Castro. Il faut seulement la garder et la protéger.

Par l'alliance de l'arbre et de l'agriculture, la *protéger* de la dégradation des sols, conséquence d'une déforestation abusive par une reforestation de réhabilitation.

*La réserver* préférentiellement à des cultures vivrières.

Le changement d'orientation de nombreuses exploitations en faveur des agro-carburants détourne des terres de la chaîne alimentaire (136<sup>6</sup> d'hectares dans le monde).

Souhaitons l'arrêt des investissements dans la production des agro-carburants à base de céréales et de colza et l'utilisation de plantes n'entrant pas en compétition avec les cultures alimentaires.

Garder la terre en toute propriété pour les paysans autochtones,

- en évitant les conflits sur le contrôle de la terre entre éleveurs et fermiers.
- en limitant d'abusives locations de terres à des gouvernements étrangers.

Le Néocolonialisme agraire est susceptible de mettre en danger et l'insécurité alimentaire dans les pays les plus pourvus. La liste est déjà longue des terres razzées à l'étranger. Les 7,5 millions d'hectares de terres agricoles louées par la Corée, la Chine, l'Arabie et les Emirats, hors de la frontière des pays demandeurs représentent 5,6 fois la surface agricole utile de la Belgique. Par principe la délocalisation des cultures a l'avantage de mettre en valeur des terres négligées, d'en augmenter la productivité, de fournir un certain % de la récolte au pays loueur. Mais elle a les aspects négatifs de la marchandisation de la terre et de l'agro-business, les principaux étant l'éviction des paysans sans titre de propriété, la réduction de la main d'œuvre locale remplacée par la machine et les difficultés d'une cohabitation locale. Sur tous les continents la "main basse" sur les terres aurait porté sur 20 millions d'hectares en 2006 (équivalent à la surface des terres arables françaises) et serait de 50 millions en 2009.

Pour nourrir un monde de 9 milliards de consommateurs, sous ces conditions nous pourrions espérer disposer d'une surface cultivable suffisante, d'une ressource halieutique suffisante aussi à *condition* de ne pas dès maintenant l'épuiser par une exploitation abusive, incontrôlée.

1.2) *La planète, Hydrosphère, manque t'elle d'eau douce ?*

L'eau, appareil circulatoire du monde, commande à nos destinées, objet de convoitise et enjeux de conflits.

L'eau douce est une arme primordiale dans la lutte contre la faim, capital doublement irremplaçable car ressource limitée et vitale indispensable pour l'alimentation des hommes et des animaux (20 %), pour l'irrigation des cultures (70 %), pour

la fabrication des produits alimentaires et industriels (20 %). La consommation humaine en eau, qui a atteint 6000 litres par personne, a été multipliée par 9 depuis 1990 (FAO) et augmente de 2 % par an. En un siècle, les besoins en eau ont augmenté deux fois plus vite que la population en raison de la croissance démographique, de l'urbanisation, de l'impact du climat (au risque de désertification) et de l'agriculture intensive.

Pour vivre nous utilisons moins de 1 % de l'eau totale planétaire qui se décompose en eau saumâtre pour 97,5 %, en eau douce pour 2,5 % dont 60 % reste fixé dans les glaces. Nous devons nous en contenter. Les dépenses en eau douce traduisent de grandes inégalités d'accès et de consommation : 800 litres jour pour un américain, 200 pour un européen, 122 à 220 pour un français, 20 pour un africain. Les ressources en eau douce sont susceptibles de diminuer dans le temps. (12)

En 2030, 47 % de la population vivra dans des régions confrontées à des pénuries sévères d'eau. D'ici 2080 la moitié de la population du globe sera exposée au stress hydrique (moins de 1 000 m<sup>3</sup> par habitant/an)

“L'eau nous manquera avant de manquer de pétrole” (Luc Ferry)

L'eau ne manquera pas si nous savons l'économiser dans l'agriculture, les procédés industriels et la distribution d'eau potable (13). C'est rendre nos modes de consommation et de production plus sobre et mener une politique de tarification désarmant les gaspillages. C'est investir dans la formation des paysans pour la maîtrise de l'eau au niveau des villages, des périmètres irrigués (système goutte à goutte (14), choix des cultures, entretien des réseaux).

- *Les techniques alternatives* doivent être appréciées en fonction, par place, de leur intérêt et des risques qu'elles peuvent provoquer : on peut faire appel aux *eaux fossiles* déconnectées du cycle non renouvelable : (sont utilisés 800 milliards de m<sup>3</sup> par an (pour irrigation 2/3 et consommation 1/3), mais leur surexploitation de 100 milliards de m<sup>3</sup> entraîne une baisse de la nappe et sa salinisation.

L'eau est un bien relevant de la souveraineté des Etats, enjeux critiques pour nos sociétés. Les problèmes de l'eau sont indissociable des problèmes politiques et sont souvent source de conflits (15). Les populations d'un pays sur quatre sont en pénurie d'eau. La moitié des bassins fluviaux sont transfrontaliers. 260 bassins sont partagés avec 40 % de la population mondiale. Les rapports de force basculent du côté des plus riches en eau. L'accès à l'eau reste un puissant levier dans les relations entre états.

La montée des tensions internationales liées au partage des eaux est inéluctable (15).

- L'alarme a été donnée à l'occasion du Forum de Davos, janvier 2008, quant à la ressource en eau. Selon le rapport du Forum de l'eau à Istanbul en mars 2009 : “le secteur souffre d'un manque chronique d'intérêt politique et d'une mauvaise gouvernance”. Ce forum s'est achevé sur une déclaration politique décevante, le droit à l'accès à l'eau ayant été écarté par les Etats-Unis. L'O.N.U. a prévenu “si la gestion actuelle se poursuit, les conséquences seront graves pour le développement et la sécurisation de l'humanité”.

La nécessité d'une gestion publique collective et responsable devrait conduire à l'élaboration d'un pacte mondial, d'un protocole sur l'eau.

1.3) *Les O.G.M.* sont-ils une solution à la famine ? Cette biotechnologie est-elle solution au problème de la production agricole mondiale ? Vingt ans de recherches et treize de commercialisation n'ont pas gommé tous les questionnements sur les risques induits par leur utilisation. Les critiques portent également sur les performances de productivité, sur le risque de perte de diversité biologique suite à une utilisation exclusive d'un monotype d'OGM entraînant perte de biodiversité, sur la dépendance technologique aux producteurs de semences.

A ce jour on ne peut valablement compter sur les OGM pour assurer les besoins alimentaires de 9 milliards de personnes en dépit des améliorations génétiques qui ont permis la hausse de la production du blé avec un gain d'un quintal par hectare par an.

#### 1.4) *Reconsidérer la ruralité*

Avoir des terres, disposer de l'eau nécessaire, de semences "efficaces" ne servirait à rien si les hommes paysans, parce qu'abandonnés, ont dû quitter leur milieu de vie pour gagner la ville qui dévore les hommes comme elle dévore l'espace.

Ces migrations sont la conséquence des difficultés d'accès au crédit, aux problèmes fonciers, à la désorganisation des filières de communication, aux politiques économiques défavorables par désengagement des Etats.

Est souhaité le renouveau d'une classe paysanne dynamique organisée, capable d'innover, de décider pour obtenir et répondre à ses réels besoins d'où la nécessité "d'accompagner un monde rural en mutation en reconnaissant son rôle déterminant dans le développement du pays, en offrant les moyens de vivre humainement et en particulier les moyens de se former et de bénéficier des avancées techniques". (CIRAD)

"Il est urgent d'en prendre conscience rapidement, après l'échec de Copenhague, le monde agricole est le garant d'un véritable développement durable qui passe par le respect des paysans, une agriculture nourricière, variée, efficace, qui soit écologiquement intensive, mettant en œuvre les techniques agricoles conciliant le respect de l'environnement et de la performance".

### **IV-2 – Parmi les facteurs humains contribuant à aggraver le problème de la faim, le gaspillage et les nouvelles habitudes alimentaires.**

Peu de personnes sont conscientes de l'importance de ce risque. Pour l'ensemble des pays développés le gaspillage alimentaire est évalué à 30 % de l'alimentation. Aux Etats-Unis 40 % de l'alimentation disponible est détruite, ce qui représente, par américain, une perte de 1 500 calories jour et une dépense annuelle de 13 milliards d'euros. En Ecosse la perte financière annuelle par foyer s'élève de 530 à 620 € par ménage. Dans les PED les pertes, 630 millions de tonnes par an, atteindraient selon les pays entre 10 et 60 % dues à de mauvaises conditions de stockage et de conservation. Dans son rapport en mai 2011, la FAO évalue à plus de 1 milliard de tonne la nourriture gaspillée annuellement dans le monde, soit le tiers de la quantité totale produite, volume équivalent à la moitié de la production céréalière.

*Sur la modification des habitudes alimentaires* qui depuis 1960 se traduit par une augmentation de la consommation de viandes, d'œufs et de produits laitiers.

A l'analyse des déterminants structurels de la faim, il ressort globalement la conviction optimiste qu'il serait *techniquement*, sous d'acceptables conditions, possible d'assurer la sécurité alimentaire durable à un monde 9 milliards d'habitants : terres agricoles disponibles, capital en eau en partage, ("à partager", ce qui paraît utopique), paysannerie à accompagner, assez de connaissances techniques susceptibles d'augmenter la productivité.

En première urgence, *inventer l'agriculture de demain*. "Eclipsée par le primat de l'industrie, l'agriculture s'est faite discrète durant 30 ans dans les discours politiques et la sphère médiatique ; elle revient sur la scène comme sujet hautement stratégique au centre de toutes les préoccupations comme le développement durable où la question d'alimentation".

- La rénovation de l'agriculture passe par la mise en œuvre d'une *politique*
- affirmant la priorité du développement agricole et l'urgence "d'optimiser les voies de la production alimentaire locale dans les pays pauvres pour permettre un meilleur accès à la nourriture" (Jacques Diouf- Dir. FAO)
  - assurant la durabilité (accès au crédit, au foncier, aux ressources naturelles) développant des innovations adaptées, évitant l'écueil de l'assistanat, favorisant le leadership local
  - organisant la régulation et la stabilité des marchés.

Nous savons ce que nous pourrions faire pour améliorer la situation actuelle, l'urgence serait d'entreprendre les changements nécessaires : un développement local accompagné d'une volonté politique gouvernementale par le biais de créations d'infrastructures, de dispositifs de protection du marché intérieur en apportant intrants, matériels, crédits pour que l'agriculture locale soit compétitive.

S. Devereux dans "fracture alimentaire mondiale, nourrir l'humanité aujourd'hui et demain" affirmait en 2005 qu'il n'y avait aujourd'hui aucune raison *technique* pour que la faim se produise où que ce soit dans le monde. "Affirmation tranquille".

## **V – De risques techniques calculables aux incertitudes qui échappent à tout calcul**

Selon les prévisions, le défi lancé est de nourrir en 2050 plus de neuf milliards de personnes inégalement répartis dans les grandes régions du monde, soit 30 % de plus qu'à ce jour. Chaque jour le nombre de personnes à nourrir augmente de 170 000.

La sécurité alimentaire, capacité de production, passe par une utilisation responsable et judicieuse des ressources naturelles dans les contextes démographiques et climatiques annoncés. Encore faut-il que le Ciel soit clément, que le système économique mondial se donne l'ambition de favoriser une société plus juste par ses choix d'un "développement humain et d'une mondialisation commerciale équitable". Ce sont là des enjeux critiques, à solutions politiques, grevés cependant de fortes incertitudes quant à l'orientation de l'avenir de la communauté mondiale : d'où la nécessité d'agir -sans retard, les améliorations possibles étant sous condi-

tions- sur le système économique, y a-t-il volonté politique de définir des politiques ?, sur le nombre de bouches à nourrir, est-il raisonnable de l'envisager ?, sur le climat – action est-elle faisable en l'état de nos connaissances?

*Tout n'est qu'une affaire de volonté politique* (Algor) mais ! :

### **V-1 – Première incertitude quant à une amélioration de la sécurité alimentaire.**

La crise civilisationnelle que représente la faim appelle une analyse politique de nos façons de penser, de nos conduites. Il est extrêmement urgent d'adopter au plan international, aussi au plan national, des politiques différentes de celles qui ont fait la preuve de leur insuffisance et de leur dangerosité.

*Prenons d'abord conscience de nos excès "L'homme est dépassé par sa propre démesure"* (Bettina Laville).

L'empreinte écologique globale montre que nous utilisons trop rapidement les ressources que la Terre peut fournir. Elle a augmenté de 22 % en dix ans. En unité hectare global, en fonction des modes de vie, il faudrait 5 Terres aux USA, 2,2 en France, 1 en Chine, 0,4 en Indes. Pour répondre au mode de vie de l'humanité il aurait fallu une terre et demie en 2007. L'humanité a besoin de 2,2 hectares par personne soit 33 % de plus que la surface disponible.

La terre fournit assez pour satisfaire les besoins de tous, mais pas assez pour satisfaire les convoitises de chacun (Gandhi)

\* Mais pour nourrir 9 milliards de personnes nous n'avons pas "besoin d'une seconde planète" que nous n'avons pas, mais nous ne pourrions plus nous satisfaire d'un système économique et social égoïste et dépassé sous tutelle pour satisfaire les intérêts particuliers, d'une croissance abusive et destructrice défavorable au développement humain, d'une mondialisation irresponsable, commerciale et inégalitaire.

### **V-2 – Des incertitudes politiques, la nécessité d'une révolution culturelle comme condition politique des changements nécessaires**

La persistance et la récente aggravation de l'endémie de la faim remet en doute le

2.1) *Modèle de développement* adopté depuis les dernières décennies avec nos certitudes d'une croissance sans fin parce que bénéficiant de progrès technologiques toujours renouvelables, avec notre attachement fétichiste à un système économique orienté vers des biens matériels, profitables certes et apparemment généraux, de fait égoïste et inégalement esclavagiste.

Le souhait, fut-il utopique, d'une société plus humaine où les mots coopération, partage, responsabilité, équité, auraient gardé leur valeur même à une transformation radicale de nos mentalités redonnant sens originel aux concepts de croissance, de développement, de mondialisation dans un monde où les idéaux types vantent la "primauté de l'économie, d'un marché usurpant les pouvoirs des Etats, la maximisation de l'argent, ne respectant ni la Vie, ni la Terre, la biogée de Michel Serre"

*La notion du développement* est à interroger. Restons fidèle à la déclaration du Sommet de Johannesburg qui en 2002 a donné une conception du développement des sociétés plus soucieuses de l'impact des hommes sur la nature et de l'équité dans la distribution des richesses produites : une approche inter-disciplinaire de penser et d'agir pour améliorer le bien-être des hommes (W. Easterly).

Le développement ne se décrète pas. L'action doit être pensée, en accord avec la population locale, en fonction des réalités de terrain pour un partenariat mutuellement bénéfique qui devrait permettre de gérer pour le bien commun les ressources rares de la planète.

Le développement passe avant tout par des initiatives locales conçues et réalisées par les intéressés. Pas de succès de toute politique d'aide sans responsabilisation, sans évaluation – ce qui exige une société civile qui fonctionne, un corps de citoyens politiquement responsables, des investissements, sans utilisation positive des possibilités existantes en vue de l'amélioration des conditions économiques, culturelles de la population.

“Il est devenu nécessaire de freiner les aberrations du développement sur le modèle du capitalisme occidental qui épuise les ressources et se détruit lui-même. Un développement à long terme implique la stabilité qui dépend du pluralisme, de l'Etat de droit et de la solution des inégalités, un développement à aider pour en assurer les réformes et l'ouverture des pays émergents, un marché régulé de manière indépendante et fiable, laissant aux citoyens actifs de faire les décisions”.

2.2) *La croissance* “on ne peut que la souhaiter. On ne peut s'en passer car cette perspective rend heureux” (chacun de nous a grandi !). Encore faut-il qu'elle ne soit pas fuite en avant sans limite, que son “objectif ne soit pas de développer des biens matériels, de la rentabilité mais le retour de chacun sur ses besoins intérieurs au primat de la compréhension d'autrui” (E. Morin), qu'elle ne soit pas structurée par le principe d'intérêt –chacun pour soi opposé à l'intérêt général – soumise sans régulation aux lobbyings pratiquant l'influence ou la spéculation. “Une gouvernance par délinquance” selon l'expression de Jean de Maillard, qu'elle soit au service des communautés amenées “à reconnaître leurs besoins, à prendre en main la solution de leurs problèmes en développant leurs aptitudes” (Conférence Recife 1962)

Surprenante est l'actuelle discussion sur “*régression*” et “*décroissance économique*” entre les fidèles à une croissance vue comme l'inépuisable force de production, l'antidote à tous les maux, “créatrice de lien social”, dominée par un marché régulateur absolu et les politologues de la thématique nouvelle de la décroissance qui, selon Mr de Benoist, a pour socle le refus de démesure, (d'une évolution qui fait prédominer l'intérêt des choses vivantes), le refus de la marchandisation d'un monde gouverné par le profit. Une décroissance comme théorie de tempérance, modèle de société, plus sobre coupant les excès et l'inutile. Cette remise en cause de l'accumulation matérielle comme source d'épanouissement - n'est pas refus de la modernité, de la notion de progrès, “retour à la bougie” retour à une croissance zéro comme le suggéraient en 1970 les membres du Club de Rome.

- n'est pas ralentissement général de l'activité mais le choix d'activités essentielles utiles et durables, n'est pas malthusienne manière de faire décroître les populations (par réduction des surfaces agricoles), n'est pas excès d'écologisme dans sa protection des milieux de vie

Elle est autorégulation de la consommation sur le long terme parce que sobre, réaliste, durable et se situe entre croissance économique infinie et régression subie, pour recomposer une centralité de l'humain dans toutes ses dimensions.

Selon Attali, l'idée de décroissance "fait sens : si on l'entend comme un désir de mettre un terme aux errements de notre modèle de production, aux folies et aux fatigues de la vitesse, du rendement, du gaspillage, de l'accumulation et du remplacement irréfléchi de gadgets par d'autres gadgets ; et, surtout, comme la volonté de remettre en question la définition marchande du mieux-être".

Contre la rhétorique de l'excès, pour sortir de l'économisme, en rupture avec les modèles, recherchons une *décroissance soutenable*, écolo-socio-culturelle, fonction des besoins essentiels en rupture avec les modèles dominant de "gouvernance par délinquance". Mais sommes-nous prêts ? Qui va accepter de remettre en question la définition marchande du mieux être ? (Attali)

2.3) Le concept et les stratégies de la "*mondialisation*" et de l'"*aide au développement*" devraient également être revisités. L'annonce d'une ère de "Mondialisation heureuse" grâce au miracle de la mondialisation libérale : une diète verbale !

La mondialisation en crise, menacée d'implosion par défaut de régulation implique une redéfinition des normes et de politiques sociales : intention d'échange, d'ouverture, généreuse à l'origine, dénaturée ensuite, elle a contaminé le système économique et financier, et modifié les équilibres macro-économiques. Elle a souffert de l'insuffisance d'une gouvernance mondiale, des tutelles lobbistiques et a perdu son âme : une mondialisation *pensée équitable au service de tous*, devenue hypocrite, égoïste au bénéfice des plus nantis pour plus de richesse encore.

*Repenser aide et crédit.* L'aide en urgence est une nécessité humanitaire et doit rester généreuse.

L'aide au développement devrait permettre de créer les conditions qui permettent de se passer d'elle. Elle reste un instrument disponible pour limiter les crises, prévenir les tensions sociales et politiques, elle a pu être sévèrement jugée inefficace dans la lutte contre la pauvreté ou contre productive, même "fatale" dans certains pays (Dambisa Moyo). L'aide apportée sous ses formes actuelles en dépit des sommes considérables engagées (en 2008 aide publique 90 milliards d'euros – aide privée 40 milliards d'euros, ONG fondations, œuvres – émigrés, expatriés 250 milliards d'euros) n'a pas provoqué les améliorations générales attendues pour différentes raisons : les pays bailleurs de fonds n'ont pas toujours respecté les engagements d'aide ou les ont orientés dans le sens de leur propre intérêt. Le niveau de l'aide a été toujours insuffisant, localement la corrélation entre le degré de corruption et le montant de l'aide est largement démontré.

"Le temps de la charité est révolu. Voici venu le temps des solidarités rentables". Au Forum des innovations financières pour le développement à Paris en Mars 2010, ont été présentés les "financements innovants qui ne se contentant pas

d'apporter des ressources additionnelles aux P.E.D., incitent aussi les actions de développement à être plus efficaces et orientées vers les résultats" (Mgozi Okonjo Iweala Dir B.M.)

"Comblent le vide entre les institutions de micro finance et les banques conventionnelles, des modèles très différents : de banque sociale "association" (cambodgienne) investissant dans le crédit et le financement d'entreprises, de fonds éthiques investissant dans des secteurs à fort potentiel social : accès aux énergies renouvelables, ingénierie, d'actions d'entreprises et de groupes d'émigrés soutenus par l'Etat (Mexique).

L'économie sociale pourrait représenter un apport complémentaire au développement local en optimisant l'exploitation des ressources locales dans les secteurs du public, du privé (associatif), du micro crédit de solidarité. Chaque variété doit être jugée selon ses effets, la "fatigue de l'aide" pouvant être associée à des effets pervers (ingérence, individus ciblés, inefficacité, dérive gestionnaire) et selon ses finalités (solidarité des intéressés ou social-business lucratif).

### **V-3 – Des incertitudes face à l'évolution démographique**

Fin juin 2009 nous étions 6,81 milliards de terriens soit 186 millions de plus qu'il y a un an. La barre des sept milliards devrait être franchie en 2012. A l'horizon 2050 le scénario moyen de projection de l'ONU annonce une population moyenne de 9,421 milliards. C'est une hypothèse médiale, la valeur basse se situerait à 7,9 milliards, la plus haute à 10,4 milliards en 2100, soit un supplément de 2,3 milliards de bouches à nourrir.

Le 3 mai 2011 l'ONU a révisé à la hausse son précédent scénario : entrevoyant une stabilisation autour de 9 milliards et une probabilité de 10.1 milliard en 2100. En Afrique, la population devrait passer de 1 à 3.6 milliards au cours de ce siècle. Le boom démographique sera accompagné de l'explosion de cités urbaines (de 3.3 à 5.3 milliards de citadins<sup>(17)</sup>, d'éco migrations vers des régions plus fertiles, plus lucratives et de modifications de mode de vie qui seront à terme plus déterminantes que le nombre d'hommes.

L'incertitude est liée à l'efficacité de la lutte contre la mortalité infantile, aux progrès réalisés dans la réduction du taux de fécondité<sup>(18)</sup>. Parmi les facteurs de décélération, la stimulation du planning familial classique, l'amélioration de l'éducation des mères, la lutte contre la pauvreté.

### **V-4 – Les menaces contrariantes du stress climatique**

Selon le rapport du G.I.E.C. en 2007, l'évolution du climat se manifesterait par

- l'aggravation de phénomènes météorologiques destructeurs de cultures alimentaires en raison :
- de la sécheresse (extension de 5 à 8 % des terres arides d'ici 2080, progression du climat tropical sur 300 km en 25 ans)

- des inondations des côtes et des deltas suite à la montée des eaux marines de 3 mm par an (18 à 54 cm à l'horizon 2100), avec menace pour 380 millions d'habitants, d'où une réduction de la production agricole par place. Déjà l'image de la région côtière du Bangladesh nous hante avec ses campagnes inondées d'où émergent de 2 mètres des îlots de terre de 3 km<sup>2</sup> où le paysan cultive un riz résistant au sel
- des changements dans le choix des cultures adaptées et de pratiques culturelles

- L'impact sociodémographique le plus significatif sera la détresse de nombreux migrants climatiques quittant les zones déshéritées ayant conséquence sur la stabilité sociale et politique dans certains pays à ressources limitées.

Le phénomène climatique est concrétisé par la hausse de température mondiale ; elle s'est élevée de + 0.7°C entre le début et la fin du siècle dernier. Elle s'explique par la présence renforcée ces dernières années de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. La teneur de CO<sup>2</sup> est actuellement plus élevée et sa croissance plus rapide (« 280 ppm avant l'ère industrielle, 385 en 2007, 385 en 2008). Entre 70 et 2000, la hausse d'émission a été de 70 %. Le statu quo énergétique met la planète sur une trajectoire dangereuse : une élévation de température de + 6°C serait irréparable et dévastatrice.

L'enjeu mondial serait de limiter le réchauffement de la planète à + 2°C par rapport au niveau de 1990, il impliquerait la stabilisation de la concentration en gaz à 450 ppm donc à diviser par deux les émissions d'ici 2050. Il conduit à doter les pays du Sud de moyens financiers et techniques pour assurer leur croissance en adoptant les techniques faiblement émettrices de CO.

La rapidité des réactions des gouvernements est cruciale, compte tenu de l'inertie de la machine climatique. Ce scénario vertueux suppose "une politique radicale et coordonnée dans le monde entier", chiffré à 400 milliards de \$ par an d'ici 2030 les besoins financiers (ils sont l'équivalent de 1 % du PIB mondial). A défaut d'une solution coopérative, le risque devient source de conflits et de contractions, opposant les climatologues qui déclarent la réalité du réchauffement, phénomène dont les activités humaines sont la cause aux climato-sceptiques qui sèment le doute en réfutant les dangers d'un réchauffement climatique durable et l'idée d'une responsabilité humaine au réchauffement, utilisant toutes les formes de désinformation, qui a réussi à brouiller l'opinion amenant 46 % des américains à attribuer le changement au cycle naturel.

On comprend les réticences de ceux qui ont intérêt au statu quo. L'adoption pour tous d'un nouveau modèle de croissance, pari de la créativité et de l'innovation, contre le conservatisme serait la meilleure réponse au risque climatique. La seule solution serait un accord global permettant de sortir de la logique des intérêts nationaux avec un droit de regard et de décision international pour plus de partage des moyens et plus de sobriété dans l'émission des gaz à effet de serre.

**Pour conclure :**  
**des opinions et déclarations dans l'air du temps** (19, 20, 21)

“Crise actuelle sera-t-elle le début d'une transformation, le souhait d'une société plus humaine” ? Le changement est une nécessité. Mais y a-t-il une réelle volonté de changement ? “La crise actuelle n'est pas explicative, elle est “transformation”, révélation de déséquilibres mondiaux plus profonds, d'une “évolution de longue durée et continue, d'alarmes successives mal entendues ou volontairement non entendues sur une réalité sociale toujours plus inégale, une hiérarchie toujours plus effective dans un monde de compétition permanente qui ne cesse de réduire les plus faibles à l'impuissance” (François Jullien).

\* Force est de conclure qu'en 2008-2009 à l'occasion de plusieurs conférences internationales les menaces de pénurie persistent, les promesses d'aides ne sont pas valablement tenues, que la question agricole ne suscite pas un grand intérêt, que les décisions restent en réflexion. 20 milliards de \$ attribués à la lutte contre la faim dans le monde équivalent aux bonus distribués pour la Banque Goldman.

On répare, on bricole mais surtout on souhaite conserver les pratiques actuelles. On a en main les instruments nécessaires mais il manque la volonté” (Al Gore), or “Tout n'est qu'affaire de volonté politique”. “Notre indifférence pour la justice sociale traduit notre incapacité à œuvrer en faveur de biens communs dans le cadre d'un développement durable”.

“Le scénario vertueux suppose une politique radicale et coordonnée dans le monde entier. Le psycho-drame récent de Copenhague nous a tenu éloigné d'une construction d'un mode de développement soutenable, d'un accord global permettant de sortir de la logique des intérêts nationaux, au droit de regard pour plus de sobriété, de volonté politique : une politique réduite à de l'incantation n'a aucun sens !”

Pour nourrir 9 milliards de personnes nous n'avons pas “besoin d'une seconde planète” que nous n'avons pas, mais nous ne pourrions plus nous satisfaire d'un système économique et social égoïste et de passé sous tutelle pour satisfaire les intérêts particuliers, d'une croissance abusive et destructrice défavorable au développement humain, d'une mondialisation irresponsable, commerciale et inégalitaire

Prenons conscience que le séisme bancaire de septembre 2008 est le révélateur d'un monde fini (de 30 ans d'ultra-libéralisme) et nous donne le souci d'une “*radicalité*” *transformatrice*, «le souci d'une régénération économique et sociale en politique ou cognitive éducationnelle ou de la réforme de vie”.

La crise financière, “bluff du renard soudain démasqué” (Max Dorra), n'est pas le plus grave problème auquel fait face le système capitaliste. La crise climatique va progressivement devenir plus importante et la crise alimentaire persiste alors que nous n'avons pas réussi à la régler : deux crises plus fondamentales que la durabilité d'un capitalisme (posant cependant un défi moral immense). “La sécurité alimentaire est condition stratégique de changer de gouvernance et de responsabiliser gouvernements et citoyens”.

“Passer d’une civilisation en coma dépassé, basée sur une compétition barbare – la *guerre économique* à n’importe quel prix social et environnemental – à une civilisation du partage qui refuse les inégalités, le pillage, la dégradation des ressources” (Stéphane Madaule) peut paraître utopique mais les réalités sont pressantes. Reconnaissons l’utilité des actions des ONG, des associations de solidarité internationales, de micro-initiatives d’entraide et de sympathie des collectivités favorisant le partenariat et le développement local. Elles n’ont pas le pouvoir, les moyens de compenser la cécité avec laquelle est traité le problème de la faim. Il ne sera pas facile de convaincre aux visions géo économiques (Lula) les responsables politiques devenus hommes d’affaire, précipité d’opportunisme et de “court-termisme”. Ils devraient être conscients de ce que “l’absurdité avec laquelle est traitée la problématique de l’alimentation est en train de rassembler les paramètres les plus négatifs et de préparer à des pénuries et à des famines mondiales sans précédent” (Pierre Rabhi (agro-éco et philosophe).

Nous n’acceptons pas un “catastrophisme, l’exaltation du cataclysme, tambour de panique et instrument de résignation”.

Nous gardons l’espoir. “Le probable est la désintégration, l’impossible mais possible est la métamorphose” (Edgard Morin).

“Si l’on accepte que l’époque actuelle est traversée de part en part d’une faille la séparant de l’histoire précédente, on doit aussi faire l’hypothèse qu’elle constitue un de ces moments privilégiés où se joue le destin de l’humanité, où s’ouvre une fenêtre sur le futur, fenêtre d’action véritable capable de peser de façon décisive sur notre destin. Parce que tout peut s’effondrer, cette période est aussi celle où tout peut se repenser” (Bertrand Kiefer – 13.01.2010).

Quant à nous, nul ne devrait être aveugle, indifférent, passif face à un drame qui marque un humain sur huit actuellement, ne devrait oublier que la terre ne nous a pas été donnée par nos parents, elle nous a été prêtée par nos enfants (proverbe hindou)

Dans l’actualité :

- le 18 de ce mois à Stockholm, dix-huit prix Nobel ont alerté l’opinion sur l’urgence qu’il y avait à “défendre l’humanité”, de passer aux actes face aux intérêts de certains lobbies irresponsables et paralysants.

- Rifkin appelle “à une nouvelle conscience pour un monde unifié par la maille d’une mondialisation liberticide et déchiré par les crises (écologique, financière, précarité, institutionnelle) : un monde que Edgar Morin dit “propulsé par quatre moteurs incontrôlables de la science, de la technique, de l’économie, du profit”

Mais comment compenser la cécité avec laquelle est traité le problème de la faim ? “Comment arriver, écrit Tahar Ben Jelloun, à décoller de nos écrans l’image de ces corps d’enfants aux yeux immenses, vides, suspendus au ciel, abandonnés à la mort dans le silence et leur donner asile en notre vie jusqu’à ce qu’elle nous habite autrement que sous la forme d’une mauvaise conscience ?”

Comment, dès lors, ne pas s’indigner.

“Indignez-vous” écrivait récemment, dans un petit livre à grand retentissement médiatique, Stephen Hessel... depuis interdit de conférence par la Direction de l’Ecole Normale Supérieure comme le sociologue Suisse Jean Ziegler, vice président du Comité des Droits de l’Homme des Nations Unies, invité puis désinvité au Festival de Salzbourg où il aurait pu en juillet 2011 évoquer les sujets de la faim et de la pauvreté dans le monde. On ne peut que s’indigner d’une telle censure !

Mais s'indigner ne suffit pas, sous peine de réduire la politique à de l'incantation. Alors, comme le disait Pablo Neruda "soulève-toi avec moi contre l'organisation de la misère".

Pour éviter des révoltes sauvages, engageons nous dès maintenant dans une (r)évolution de sagesse humaniste.

## NOTES

- (1) La forêt couvre 31 % de la surface totale des terres dans le monde. L'espace forestier a perdu 8 millions d'hectares par an entre 1990-2000 et 6 millions par an dans les années 2000 à 2010 – Milliers d'hectares livrés au feu en mai 2010 au Québec en 2009 Madagascar 20 000 hectares rasés pour marché lucratif non contrôlé.
- (2) Tornade Mississipi avril 2010.
- (3) Inondations au Maroc sur des milliers d'hectares de cultures (3.2010) en Afghanistan, province de l'ouest (5.2010), en Pologne.
- (4) Salinisation. Tempête Xynthia submerge en Vendée (2010) des terres promises à produire 90 quintaux de blé à l'hectare.
- (5) Feux au Venezuela en 3.2010.
- (6) Sécheresses : en 2008-2009 aux Indes, Californie, Canada, Yémen, Corne de l'Afrique, Suisse (sur un quart de ses terres agricoles), Australie.  
En 2010, Niger déficit vivier, situation d'insécurité de 7,8 millions de Nigériens, fuite des affamés vers Nigéria.  
En 3.2010, en Chine du Sud où les précipitations ont été inférieures à 60 % de la normale, affectant 86 % du total des terres arables, menaçant 27 millions d'habitants, réduisant de moitié la production agricole, entraînant une perte de 1,2 milliard d'euros.  
En Australie Sud Est, depuis 2006, le « peuple de l'eau meurt de soif ».  
Mongolie phénomène du dzud , été très sec, hiver froid, pénurie de fourrage, mort de 3,5 millions d'animaux.
- (7) « L'agriculture ne sert plus à nourrir les populations mais à produire des devises » (Roger Linhart 1980. Sucre de la Faim. Brésil).  
Aux U.S.A. une politique draine 138 millions de tonnes de maïs hors du marché alimentaire, lancée grâce à six milliards de \$ et qui ampute de 100 millions de tonnes, soit le quart, du stock de céréales.  
Au Brésil, l'Amazonie a perdu 7 000 km<sup>2</sup> en un an ; si millions d'hectares de forêt tropicale partent en fumée. La canne à sucre déjà cultivée sur six millions d'hectares le sera sur 30 millions dans cinq ans.
- (8) Gaspillage  
\* par citoyen américain, une perte de 1 500 macro calories jour.  
\* le besoin en énergie situé à 2 150 MC réellement ingérés (FAO) mais pour compenser les pertes, il faut une disponibilité de 2 718 si l'on veut collectivement éviter que 15 à 30 % des individus ne soient sous-alimentés.  
Sans l'augmentation d'infrastructures socio-économiques, l'augmentation des disponibilités ne parvient qu'à saturer le pouvoir d'achat de la catégorie de consommateurs déjà satisfaits et n'améliore que peu les conditions alimentaire de ceux dont l'alimentation est déficitaire de façon endémique ou saisonnière.

- (9) L'utilisation de nouvelles batteries de mesure du développement, « d'amélioration de la situation », intégrant de multiples paramètres (équipement, logement, nutrition enfant, scolarisation, économie foyer), a modifié l'image de la pauvreté, la rapprochant de la notion de croissance, dans les études récentes la « pauvreté » a régressé dans des pays qui restent cependant très pauvres selon l'indicateur du « seuil de pauvreté ». L'Indonésie où la croissance en 2009 a été de 4,5 %, porte 18 % de vivants en situation de grande pauvreté. L'Afrique Noir sub-saharienne bénéficie d'une meilleure croissance (3 et 4 %) de mieux mais reste la zone la plus exposée à la faim.
- (10) La hausse des prix s'analyse en terme de vie ou de mort des individus et des états. Exemple en Corée du Nord : mortalité infantile passant de 14 % en 1993 à 19 en 2008, l'espérance de vie de 72 ans en 1993 à 64 en 2008. Grave pénurie alimentaire. PAM pour deux millions de personnes (prévisions 6,2 millions). Ressources allouées à programme nucléaire.
- (11) Le Mali a proposé 100 000 hectares à la Lybie (2010), travaux entrepris par chinois pour monoculture d'exportation.
- (12) Diminution des ressources en eau de l'Himalaya menace deux milliards d'hommes. Himalaya est banque d'eau alimentant au Nord d'importantes régions de la Chine (Yangzi-Jiang), au Sud par l'apport du Gange et du Mékong, l'Inde et le Pakistan soit deux milliards d'hommes, une source vulnérable aux variations climatiques visibles sur les glaciers tibétains dont les frontières reculent, dont les effets sont ressentis sur les deux versants : en Chine, aux Indes.  
Conflits dans les pays entre fermiers, éleveurs, citadins et entre les pays, Inde et Pakistan (Indus), Inde et Chine (Brahmapoutre), Chine et Viet (Mékong).
- (13) La part de l'agriculture dans la consommation globale : 2000 à 5000 litres d'eau sont nécessaires pour obtenir de quoi nourrir une personne 24 heures.  
Consommation invisible : sans le savoir le monde consomme des billions de litres d'eau virtuelle, ce qu'apporte un produit : tasse de café 140 litres, œuf 3 300 litres, poulet 4 000 litres, yaourt 151 litres.  
Produire 1 kg de blé requiert 800 à 4000 litres d'eau.  
Ce qu'apporte un produit : café tasse 140 l, yaourt 15 l, œuf 3300 l, poulet 4000 l.  
2500 litres d'eau sont nécessaires pour obtenir 1 litre d'agro carburant.  
2000 à 16 000 litres sont nécessaires pour obtenir 1 kg de viande de bœuf;  
11535 litres pour un 1 kg de saucisse.
- (14) Technique du zaï au Burkina : un petit trou, de l'eau, une pincée de fumier améliore : de 200 à 600 kg de céréales à l'hectare – avec engrais, on obtiendrait 1600 kg (Etat va rembourser 1/3 des intrants, motocultures fournis)
- (15) \* En Espagne, conflit inter régional  
\* En Egypte 85 % du débit du Nil est fourni par les sources du Nil Bleu, revendiquées par l'Ethiopie et autres pays riverains.  
En Ethiopie, un barrage sur l'Omo fera baisser les eaux du lac Turkam au Kenya : menace pour 300 000 pêcheurs et éleveurs.  
\* Gravité de la situation au Moyen-Orient  
- en aval Tigre et Euphrate dépendant de la Turquie, 22 barrages et 19 usines hydroélectriques détournent 50 à 70 % des eaux.  
- la suprématie hydrique d'Israël impose aux Palestiniens une politique discriminatoire : ils doivent demander permission pour creuser puits en Cisjordanie, n'ont pas accès aux eaux du Jourdain, devenu simple filet d'eaux polluées, asséchées en 2011, eaux détournées par Israël, Syrie, Jordanie, asséché en 2011.

Ils exploitent à 15 % la nappe cisjordanienne (Israël 80 %) consomment 22 m<sup>3</sup> an (Israël 120), pour une population qui progresse de 3,4 % (Israël 1,8). Les sources sur le Golan sont réservées à 59 % à Israël, 23,3 % à la Jordanie. Israël le 13.10.2010 a fait échouer une stratégie pour le partage des eaux (Com. Union pour Méditerranée).

(16)<sup>1</sup> Des populations piégées sur trois continents : Sahel, Inde, Chine et Haïti(15)  
 \* L'est du Sahel est confronté au spectre de la famine en période de sécheresse (fin entre réserves et culture en juin et récolte en octobre). 300 000 enfants meurent chaque année de malnutrition.

\* Les pluies erratiques trop faibles puis trop violentes ont amputé les protections céréalières de 2009. Par rapport à 2008, les déficits sont de -34 % Tchad, -31 % Niger, -10 % Burkina, -10 % Mali. Les besoins théoriques seraient de 14 millions de tonnes, la production peut encore paraître suffisante (16 millions) mais elle reste inégalement répartie par déficit d'infrastructures. La menace pèse sur 10 millions de personnes (dont 7,6 au Niger soit 58 % de la population). Le 6.4.2010, l'Unicef estime que 860 000 enfants pourraient avoir besoin d'un traitement contre la malnutrition. Une aide de 190 millions de \$ serait nécessaire... il en manque 133 ! Exode des familles et perte de cheptel (60 % par manque de fourrage). Prix du mil de 170 à 220 CFA.

(16)<sup>2</sup> Sommes aux Indes

- où 300 millions d'habitants vivent sous le seuil de la pauvreté (niveau 2010 soit 42 % contre 60 % en 1981)

- où les prix ont atteint en janvier 2010 une hausse de 17 %

- où les réserves de riz sont insuffisantes passé 2 ans

- où une crise structurelle menace la sécurité alimentaire, le secteur agricole ne pouvant croître pour couvrir la flambée démographique, les modifications alimentaires en lait, fruits, légumes.

- où politique de croissance pour combattre pauvreté, mais insuffisance d'une politique sociale (non ciblée sur les plus pauvres et la scolarisation) pour réduire irrégularités.

Priorité donnée à l'industrialisation – agriculture en déficit : manque de surfaces irriguées, épuisement des sols par manque d'engrais, petite taille des exploitations d'où perte de productivité (3 tonnes riz hectare contre 6 en Chine et 8 en Europe), concentrée sur culture de blé et de riz en concurrence avec les cultures d'exportation non alimentaire (horticulture).

Aussi se situe au 66<sup>e</sup> rang sur l'indice global de la faim avec 46 % d'enfants sous-nutris. Sur le papier le pays produit suffisamment (2,440 cal/personne) mais la consommation quotidienne est de 2 040 calories, « une politique alimentaire inefficace dans une politique agricole réussie qui favorise par l'exportation de riz et de blé ».

(16)<sup>3</sup> Chine

\* En 1981, 84 % des chinois vivaient avec moins de 1,25 \$ jour (niveau 2005). Ils ne sont plus que 16 % en 2005.

\* Une politique économique focalisée sur le développement urbain et industriel.

\* Compression du monde rural considéré archaïque

- recul de la ruralité : entre 1987 et 2001, 3,4 millions d'agriculteurs ont perdu tout ou partie de leurs terres, se trouvant plus exposés à la précarité.

- recul de la production agricole : de 1999 à 2003, la surface cultivée a diminuée de 7,6 milliers d'hectares, la terre arable ne couvre plus que 123 millions d'hectares soit 12,8 % des terres disponibles.

- réduction de la production céréalière en 5 ans de 0,1 à 0,4 au risque de perdre une autosuffisance alimentaire, et de majorer les importations.

\* Croissance urbaine déséquilibrée par émigration massive à partir des campagnes ; d'ici 2020, 500 millions de ruraux vont s'installer à ville.

En mai 2008, le drame de 90 000 morts dans le « Sud Ouest » du pays.

En 2010, sécheresse suite à crise des ressources en eau : 86 % hectares de terre sont affectées par exploitation frénétique du potentiel hydrologique des fleuves, impact climatique sur glaciers tibétains, d'où réduction de moitié des productions agricoles et menace de faim pour 26 millions de chinois.

- (16)<sup>4</sup> Cas d'Haïti : Les prix rendent les produits inaccessibles  
 - Pays agraire à 70 % sa force vive étant paysannerie (60 % des emplois).  
 A subi 4 érosions :  
 - de la terre : abattage des forêts qui couvraient pays, pour libérer les terres cultivables pour café, indigo, tabac, plus lucratif  
 - du rural : terre érodée a accélérée afflux des paysans vers capitale et son mirage en banlieue, relégués dans les zones rurales accidentées, sur lopins rétrécis, sur-cultivés.  
 - de l'irrigation  
 - des cerveaux émigrants.  
 . 5,3 millions de personnes sous-alimentées (58 % de population). Riz compte pour 20 % du régime alimentaires\* (il vient de Miami)  
 . Ce pays importe plus qu'il n'exporte : les exportations agricoles représentent 5,1 % des exportations totales. Les importations 35,95 % des importations (riz importé 350 000 tonnes par an +/- 16 000 en 81)  
 . Le discours de l'Etat prônant la réhabilitation des unités familiales de production agricole et d'élevage restée sans suite.  
 Les produits importés compétitifs entraînent l'appauvrissement des petits producteurs locaux qui produisent moins de tubercules, d'élevage, qui sont laissés sans aide : semences, outils, formation. Production locale / hab. a diminué de 30 % de 1991 à 2002. N'a pas aidé le paysan à se nourrir lui-même, favorisant cultures pour exportation.  
 - En avril 2008, très affecté par cyclones destructeurs, par renchérissement des prix du pétrole et autres matières, 5,3 millions de sous alimentés, émeutes de la faim (riz importé a doublé), très éprouvé par la crise financière suite à contraction des flux d'argent envoyé par les émigrés (1,8 milliards d'euros, soit deux fois plus que l'aide internationale).  
 En 2009, amélioration de la production agricole a augmenté de 25 % entraînant une diminution du nombre de personnes en insécurité alimentaire de 2,5 à 1,9 million, mais pauvreté persiste puisque 76% des habitants survivent avec moins de 2 \$ jour (1,3 euros). Insécurité alimentaire de 3,3 millions fin 2008 à 1,3 millions. Pauvreté structurelle.  
 La sortie de misère était espérée grâce au renouveau de l'agriculture et à la reforestation. Mais séisme... ! Homme debout ! aide en nous donnant moyens, nous le ferons.  
 Archaïsme : le féodalisme des grands propriétaires, rémunérer personnel.  
 Actuellement :  
 a) perte de stocks, accueil de réfugiés (augmentation de bouches à nourrir) – on mange les semences  
 b) semis de printemps 60 % de la production compromise (distribution FAO semences)  
 c) distribution matériel  
 Avenir : investir en agro. Réintégrer réfugiés en rural  
 Réforme agraire : clarifier la propriété des terres, soutenir l'agriculture de subsistance  
 Arrêter marché charbon de bois.
- (17) Cités urbaines sont machines à créer l'inégalité, à piéger les plus pauvres. La population des bidonvilles augmente de 500 000 par an. La moitié de la planète vivra en ville. En 2050 en prévoit 200 millions de réfugiés, privés de terre.
- (18) Le lien qui mène d'une fécondité élevée à la pauvreté est documentée. La fécondité baisse (alors que les revenus diminuent) lorsque le niveau d'instruction des femmes s'améliore. Long est le temps nécessaire pour qu'un meilleur bien-être amène la femme à réduire la taille de sa famille.

- (19) Il y a une part d'illusion dans le fait que « l'Homme pourra toujours s'adapter » (Md D. Dron), en 1970 il fallait un hectare pour nourrir un homme pendant un an, en 2010 un demi-hectare suffirait. Les gains de productivité associés à la diminution des pertes permettront-ils de doubler d'ici 2050 la production agricole mondiale, les gains ayant été progressivement diminués. Marion Guillou (INRA) estime que nourrir neuf milliards d'hommes reste techniquement possible, sous conditions.
- (20) Seuils de dangerosité et chemins pour sortir de la crise (Marion Guillou Mai 2008)
- |   |   |
|---|---|
| - changement climatique                       | - accroître les investissements dans l'agriculture                            |
| - taux d'érosion biodiversité                 | - sécuriser le droit au sol   |
| - interférences cycles<br>Azote et Phosphore  | - poursuivre le développement<br>de nouvelles technologies agricoles          |
| - déplétion de l'ozone atmosphérique          | - mieux organiser les marchés   |
| - acidification de l'océan                    | - gérer l'eau   |
| - quantité qualité de pollutions<br>chimiques | - favoriser l'agriculture locale<br>- former les agriculteurs en milieu rural |
- (21) Rhétorique du progrès :  
Selon Malthus, pendant que la population augmente de façon exponentielle, les ressources alimentaires n'augmentent que de façon arithmétique. La situation actuelle semble lui donner raison contre l'opinion de ceux qui, au contraire, assurent que la production alimentaire, grâce à une forte productivité, a toujours augmentée plus vite que la population. Mais peut-on compter sur les progrès technologiques et la science pour actuellement assurer une sécurité alimentaire d'ici 2050 ? Les solutions se trouvent-elles dans la voie de nouvelles techniques, de nouvelles pratiques ?
- (22) Les « nuisibles », ravageurs font peser une lourde menace de crise alimentaire, sanitaire, environnementale par les destructions qu'ils entraînent. A titre d'exemple à côté des catastrophes provoqué par rongeurs ou sauterelles nomades parmi les plus récents événements citons :
- dans la région des lacs africains, Ouganda, Tanzanie, la striure brune du manioc, causée par un virus transmis par une mouche blanche a détruit les récoltes de manioc 3<sup>ème</sup> source mondiale de calories, essentiel à l'alimentation en zone tropicale de 600 millions de personnes, manioc d'un bon apport nutritif et facile à cultiver (avec le riz et le maïs). Dans la même région les bananeraies (banane plantain) affectée par une bactérie BXW ont été détruites.
  - en Tunisie, la pourriture des fruits et légumes par champignon ; aux U.S.A. la baisse de rendement des cultures de maïs causée par le coléoptère chrysomèle ; au Libéria et Guinée l'attaque des cultures de café, cacao, bananes, fruitiers par des chenilles du papillon *Achaearanea* ; en Tanzanie l'invasion de criquets nomades sur 10 000 hectares.
  - des insectes perturbent la croissance de plantes endémiques à la pollinisation des abeilles (mouche bleue à la Réunion) (miellée réduite de 70 %) ou au maintien de la végétation de la mangrove (détruite à 99 % par cochenille australienne au Galápagos).
- Les mammifères également sont victimes d'attaques bactériennes ou virales : effectif des antilopes sérigas passe de 1 million en 1990 à 50 000 en 2010.